

## UNE RELANCE HORS SÉRIE

CHRISTOPHER JOHNSON \*

Selon les économistes, la Grande-Bretagne peut se féliciter de la relance la plus brillante de son histoire. Le taux de croissance du PNB a progressé de 4 % en termes réels en 1994, tandis que le taux sous-jacent de l'inflation se maintient à 2 % — soit l'inverse des prévisions faites il y a un an. Le commerce extérieur mène le jeu, les exportations (+ 8 %) augmentant deux fois plus rapidement que les importations (+ 4 %).

L'économie bénéficie certes de la sortie du mécanisme des taux de change en août 1992, mais la dévaluation d'environ 10 % s'est répercuté plutôt sur les marges bénéficiaires que sur les prix à l'exportation. Ce fut une dévaluation compétitive seulement mesurée par les coûts relatifs de la main-d'œuvre, mais pas par les prix relatifs des marchandises, car les exportateurs anglais ont préféré hausser leurs prix en livre sterling plutôt que de les réduire en devises.

Cette stratégie est logique, compte tenu de la morosité des marchés majeurs de la Grande-Bretagne sur le continent européen. En 1993, pour la première fois, la part de l'Union européenne dans les exportations britanniques de marchandises est tombé de 56 % à 53 %, au profit d'autres marchés en pleine expansion, comme les Etats-Unis et la Chine. Malgré la joie des eurosceptiques, cette statistique témoigne seulement du décalage de la relance continentale par rapport au reste du monde, et non pas d'un retournement de la tendance à long terme d'intégration du commerce européen.

La relance menée par les exportations (*export-led growth*) fut prônée par feu le professeur Lord Kaldor, mais c'est la panacée qui jusqu'à maintenant échappait toujours à l'économie britannique. Auparavant, c'était toujours la boulimie des consommateurs qui suscitait la croissance du PNB, suivie tôt ou tard d'une crise de la balance des paiements en raison de la montée insoutenable des importations. Cette fois-ci, les consommateurs demeurent prudents, face à une expansion modérée en termes réels des salaires bruts, réduite à zéro en 1994 par les mesures d'assainissement fiscal des budgets de novembre 1993 et novembre 1994.

281

---

\* Délégué au Royaume Uni de l'Association pour l'Union monétaire en Europe.

Le gouvernement a beau déploré le manque de sentiment de bien-être (*feelgood factor*) parmi la population. La relance des années 1980 fut trop biaisée vers la consommation et le logement, gonflés par les effets expansionnistes de la déréglementation financière. Le fardeau de l'endettement, en particulier les hypothèques, continue à accabler les ménages, surtout dans le sud-est, qui achetèrent leur maison au plus haut de la courbe des taux, et souffrent aujourd'hui du phénomène des fonds propres négatifs (*negative equity*).

M. Major et M. Clarke, son chancelier de l'échiquier, espèrent que l'extension de la relance vers les ménages rétablira leur popularité avant les prochaines élections générales, qui peuvent être reportées jusqu'à avril 1997 le cas échéant. Mais ils sont obligés de gouverner avec les effets des nouveaux pouvoirs qu'ils ont concédé à la banque d'Angleterre, il y a deux ans. M. Eddie George, le gouverneur, penche en effet du côté de la prudence en donnant ses conseils monétaires à M. Clarke, qui ne peut les rejeter qu'en risquant une perte de confiance de la part des marchés financiers.

Les deux hausses de taux en automne 1994 (de 5 1/4 à 5 3/4 % en septembre et de 5 3/4 % à 6 1/4 % en décembre) furent justifiées par M. George pour éviter non pas une inflation à court terme qui est apparemment jugulée, mais une inflation future à horizon de deux ans. Selon le raisonnement actuellement à la mode, l'économie reste toujours dans un état de production déficitaire par rapport au PNB potentiel, mais ce déficit (*output gap*) est en train de se combler assez rapidement, avec un risque de retour de l'inflation. C'est ainsi que les autorités resserrent les boulons à la fois dans les domaines fiscal et monétaire.

Si la Grande-Bretagne, en faisant cavalier seul, a réussi à contrôler l'inflation en dehors du cadre de l'UEM, c'est peut-être un avantage pour les partisans de l'intégration européenne qu'on ne puisse reprocher encore une fois aux institutions de Bruxelles des ajustements pénibles nécessaires. Les ménages et les sociétés apprennent avec difficulté à se libérer de l'illusion monétaire créée par l'inflation. On se croyait plus riche avec des gains nominaux accrus, même si la plus grande partie était absorbée par la hausse des prix.

Les « européens » trouveraient plus convaincante cette victoire si elle était garantie à long terme par le système de surveillance collectif de l'UEM, y compris la banque centrale européenne. M. Clarke continue à afficher sa poursuite acharnée des critères du Traité de Maastricht, malgré la réticence du parti conservateur à étudier l'option d'adhérer à la phase III de l'UEM. Grâce à l'alourdissement du fardeau fiscal, et au contrôle de la dépense publique, il prévoit une réduction du déficit fiscal de 8 % du PNB en 1993-1994 à 2 % en 1996-1997, et une pointe de l'endettement brut du gouvernement de 49 % du PNB pour 1995-1996.

Etant donné la bonne conduite de l'inflation, la Grande-Bretagne pourra se trouver bien en deçà des critères de Maastricht, qui constituent d'ailleurs la base de toute politique économique prudente, même pour les eurosceptiques. M. Clarke a connu néanmoins des difficultés pour faire passer son budget de novembre 1994, en raison du malaise profond à l'égard de l'Europe ; malaise qui risque de faire éclater la majorité gouvernementale.

Le budget intérieur a été précédé par un vote de confiance à la chambre des communes sur le budget européen. Le gouvernement a obtenu ce vote de confiance même si il a fallu expulser du parti, une huitaine de extrémistes qui ont voté avec l'opposition travailliste et libérale-démocrate. Les histoires de fraude et de mauvaise gestion financière des dépenses de la Commission Européenne qui ont circulé à la veille du vote, ont favorisé cet euroscepticisme.

Les rebelles conservateurs libérés par leur expulsion du parti, ont pris leur revanche en infligeant une défaite humiliante à M. Clarke lorsqu'ils attirèrent plusieurs autres députés conservateurs pour voter contre la deuxième tranche de la TVA nouvellement imposée sur le gaz et l'électricité. La rigueur fiscale a été rétablie par une hausse des droits sur l'essence, les cigarettes, et les boissons alcooliques. M. Clarke avait voulu exempter le vin et la bière de ces majorations du fait de la forte concurrence des supermarchés de Calais, profitant de droits minimes en France. Mais l'autorité du gouvernement, surtout dans le domaine capital des moyens financiers, en est sortie boiteuse.

La rébellion dans les rangs du parti conservateur est encouragée par les sondages sur l'Europe, qui montrent que seulement un tiers de la population britannique se prononce en faveur de la monnaie unique, une bonne moitié contre (les chiffres sont encore pire en Allemagne, où un quart seulement de la population est prêt à abandonner le Deutschmark). Les rebelles, avec le soutien de la presse populaire, se proclament représentants du peuple contre tous les partis politiques. Le soutien du patronat pour la monnaie unique, prudent plutôt que chaleureux, ne fait que renforcer la méfiance populaire.

Si un autre chef du gouvernement, comme M. Edward Heath à l'époque, s'était mis à la tête d'une campagne populaire en faveur de l'Europe, l'opinion l'aurait peut-être suivi en plus grand nombre. M. Major, malgré son vœu de se placer au cœur de l'Europe, n'ose pas diviser davantage son parti. Il joue un jeu subtil mais aléatoire d'équilibre entre les europhiles et les eurosceptiques dans ses nominations ministérielles, ce qui garantit la division même du gouvernement. Un tel gouvernement est par conséquent incapable de trancher sur les grandes décisions à prendre en vue de la prochaine conférence intergouvernementale de 1996.

La rentrée du pays dans le mécanisme des taux de change, quoique parfaitement faisable du point de vue économique, est rendue difficile par le symbolisme politique (Le cas de la monnaie unique est identique. Malgré les avatars de la famille royale, la tête de la reine sur les pièces et les billets de banque rappelle la gloire du passé). On s'interroge sur la signification du critère de Maastricht de stabilité du taux de change. Peut-on le réussir même sans s'insérer formellement dans le cadre des bandes élargies de 15 % ?

Pour passer à un autre contentieux entre la Grande-Bretagne et ses partenaires, la non-adhésion du gouvernement au chapitre social de Maastricht semble également difficile à rediscuter. Le ministre de l'Emploi, M. Portillo, poursuit sa carrière de champion de la droite en refusant non seulement le chapitre social, mais les autres décisions en matière d'emploi dans le cadre existant du Traité de Rome. La Grande-Bretagne prône les mérites de la déréglementation du travail et de la réduction des charges sociales à ses partenaires, mais dans un esprit de confrontation qui donne peu d'espoir à un compromis européen. Les patrons anglais, même en se déclarant contre les mesures sociales européennes, se résignent à les appliquer s'ils y sont obligés en raison de la présence de filiales sur le continent.

284

Le parti travailliste, qui accepte le chapitre social, mais reste assez prudent en ce qui concerne la monnaie unique, l'emporte de loin dans les sondages. Mais M. Tony Blair, le jeune leader qui veut bouleverser les anciens principes étatiques de son parti, ne semble pas vouloir se mettre trop au-delà de l'opinion publique sur les grandes questions de l'intégration européenne. Le parti travailliste lui aussi a son aile d'euroseptiques, mais ils sont plus âgés et moins agressifs que leurs homologues conservateurs.

On se demande quel parti sera le premier à promettre un référendum sur l'Europe, à l'instar de M. Jimmy Goldsmith, qui s'est engagé à financer un nouveau parti au seul but d'obtenir un référendum. Les dirigeants les plus responsables disent qu'un référendum créera davantage de problèmes qu'il n'en résoudra. Si, un jour, on promet de le faire, sur une question peu précise, le sentiment général d'incertitude ne fera que se développer.

Les partisans du référendum réclameront une consultation immédiate sur une question vague, comme : « Faut-il arrêter le processus d'intégration européen ? » M. Norman Lamont, congédié par M. Major de son poste de chancelier de l'échiquier, a pris sa revanche en envisageant la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE. Les ministres pro-européens comme M. Douglas Hurd et M. Michael Heseltine ont beau expliqué que le parlement a déjà ratifié le Traité de Maastricht — de justesse — sans qu'un référendum soit jugé nécessaire. Même ceux qui s'affichent comme défenseurs de la

suprématie historique du parlement de Westminster semblent vouloir le brader pour un vote populaire influencé par toutes sortes de préjugés sans rapport avec la réalité européenne.

Le seul mérite d'un référendum serait l'occasion offerte pour lancer une campagne d'éducation publique sur les avantages et les inconvénients de la construction européenne. Comme dans le cas du référendum de 1975, le gouvernement, au lieu de demander au peuple de répondre à une question sur laquelle il ne pourrait pas se décider, devrait prendre un grand virage politique, pour le faire ratifier après-coup par l'opinion publique.

Une autre possibilité serait de tenir un référendum sur la seule question de la monnaie unique, c'est-à-dire demander s'il faut avancer dans la phase III de l'UEM. La livre, malgré sa performance défailante en tant que réserve de valeur, reste pour certains un symbole de la nation. Mais si on accepte, pour des raisons pratiques, le principe d'une monnaie unique, on admettra par la suite le principe d'une Europe unifiée se justifiant surtout pour des raisons de paix et de sécurité. Comme disait Jacques Rueff : « L'Europe se fera par la monnaie, ou ne se fera pas. »